



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Respect dû aux forces de l'ordre

Question au Gouvernement n° 3257

Texte de la question

RESPECT DÛ AUX FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Olivier Falorni.

M. Olivier Falorni. « Les policiers, les gendarmes français qui ont obéi aux ordres de leurs supérieurs en mettant en œuvre la rafle du Vél d'Hiv [...] sont les ancêtres de ceux qui, aujourd'hui, avec le même zèle, traquent les migrants et les sans-papiers ».

M. Sylvain Maillard. C'est scandaleux !

M. Olivier Falorni. Cet amalgame abject a été écrit et lu solennellement par un maire de la République française, écharpe tricolore sur l'épaule. Il constitue une double injure : injure aux victimes de ce crime imprescriptible commis par le régime de Vichy...

M. Jean-Paul Dufrègne. De Pétain !

M. Olivier Falorni. ...et injure à l'égard de notre police républicaine chargée d'assurer le respect de notre État de droit démocratique. (*Applaudissements soutenus sur les bancs des groupes GDR, SOC, EDS, LaREM, Agir ens, LT, MODEM, UDI-I, LR et parmi les députés non inscrits.*)

Dans un communiqué de regret particulièrement cauteleux, ce maire a affirmé répondre à une polémique agitée par l'extrême droite. Il n'est pourtant pas besoin d'être d'extrême droite pour être indigné, comme je l'ai été, moi qui suis d'une gauche républicaine et laïque et qui n'oublie jamais que les classes populaires sont les premières victimes de l'insécurité. (*Mêmes mouvements.*)

En évoquant cette question, j'ai en mémoire les travaux de la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015, dont j'ai été vice-président. Je me souviens de ces rescapés du Bataclan, qui, jusque-là, étaient tous fans de hard rock, mais pas vraiment de la police. Je me rappelle leurs témoignages poignants et reconnaissants à l'égard des policiers qui avaient risqué leur propre vie pour sauver la leur. (*Applaudissements sur tous les bancs.*) Pendant cette nuit d'horreur, croyez-moi, tout le monde aimait la police !

La liberté suppose la sécurité ; et la sécurité exige une police contrôlée, mais aussi une police respectée. (M. Meyer Habib applaudit.) C'est ce que nous vous demandons, monsieur le ministre ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, SOC, EDS, LaREM, Agir ens, LT, MODEM, UDI-I, LR et parmi les députés non inscrits.* – Les députés des bancs EDS, LaREM, Agir ens, LT, MODEM, UDI-I, et LR se lèvent pour applaudir.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Inutile de vous dire que je partage les propos que vous venez de tenir.

Mme Valérie Rabault. Comme tout le monde !

M. Gérald Darmanin, ministre. Nullement, sur les réseaux sociaux, j'ai découvert, comme beaucoup de Français médusés, les propos de M. le maire de Colombes.

M. Pierre Cordier. Il devrait démissionner !

M. Gérald Darmanin, ministre. Après avoir regardé cette vidéo, et me méfiant des diffusions internet, j'ai utilisé le conditionnel pour indiquer que ces propos, s'ils étaient vérifiés, seraient proprement scandaleux et insultants pour la République – pas simplement pour les forces de l'ordre – et qu'en tant que ministre de l'intérieur, après en avoir informé M. le Premier ministre, je déposerais plainte. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, UDI-I, Agir ens et sur plusieurs bancs du groupe LR. – M. David Habib applaudit également.)

Ces propos ont été confirmés par plusieurs témoins. Le maire de Colombes, dans un communiqué, a fait savoir qu'on l'avait mal compris, mais je n'ai pas entendu d'excuses à l'endroit, non pas du Gouvernement – ce qui n'aurait pas beaucoup de sens –, mais des forces de l'ordre et des Français, qu'il a particulièrement choqués. J'ai donc décidé, hier en fin de journée, de déposer plainte. C'est chose faite : j'ai saisi M. le procureur de la République de Nanterre et la justice fera son travail. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, LR, MODEM, SOC, UDI-I, Agir ens et EDS.)

Je me permets cependant quelques mots : les forces de l'ordre nous protègent. Notre travail, en tant que législateurs, hommes et femmes politiques, ou ministre de l'intérieur, est de protéger ceux qui nous protègent.

M. Thierry Benoit. Tout à fait !

M. Gérald Darmanin, ministre. La comparaison ignoble entre des faits que chacun ici a condamnés et qui suscitent, depuis le discours du Président Chirac en 1995, une réaction unanime de la classe politique – chacun s'accorde sur le fait que le régime de Vichy et les fonctionnaires qui l'ont servi ont trahi l'âme même de la France – et l'action de la police de la République fait vomir. (Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, EDS, LaREM, MODEM, Agir ens, UDI-I et LR.)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Falorni](#)

Circonscription : Charente-Maritime (1^{re} circonscription) - Libertés et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3257

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 juillet 2020](#)